

“Luttes Sociales”

Dans cette seconde édition, plongez-vous dans la vie citoyenne de nos destinations à travers d'une thématique jamais la même : les luttes sociales.



Sommaire

3 Taiwan

Le Parlement occupé pendant 24 jours : le Printemps de Taïwan ou le Mouvement des Tournesols.

6 Mexique

1968 : La répression sanglante des mouvements étudiants

11 Chili

Le Jaguar de l'Amérique latine

12 Mediathèque

Sélection d'oeuvre en relations avec la cause de la lutte sociale

13 "Le petit mot de"

Pierre vous partage ses résolutions

Thématique

"Luttes sociales"

“

La lutte sociale est universelle et il n'est pas de grand ou de petit pays où les citoyens ne se sont jamais révoltés

Dans ce premier journal de l'année 2024, il sera davantage question d'histoire, en passant par Taiwan ; le Mexique et le Chili. Et ce que montrent les histoires que nos rédacteurs vous content dans ce numéro, c'est que lutte sociale - ou lutte tout court - rime bien souvent avec jeunesse.

Perspectives

Tous les deux mois, pour chaque numéro de l'Eraspublica, une thématique est votée pour devenir le prochain sujet ! Cette approche permet de mettre en perspective nos points de vues à travers le monde.

Alors que Matias et Hugo ont choisi de revenir sur l'articulation du mouvement 68, au Mexique, Arthur revient sur le très précis mouvement des tournesols, un tournant qui a accéléré la volonté d'une démocratie taiwanaise toujours plus lointaine de la dictature chinoise. Enfin, Lily nous rappelle que malgré le statut politique et économique très confirmé du Chili, la situation devient plus incertaine, notamment les fins des années 2010. ■

Malo LAZÉ,
co-rédacteur en chef, depuis Taipei

”

Taiwan

Le Parlement occupé pendant 24 jours : le Printemps de Taïwan ou le Mouvement des Tournesols.

Les tournesols de Taipei puis les parapluies de Hong Kong. Seulement 6 mois avant le mouvement Occupy Central du micro-État Hongkongais, Occupy Parliament a rassemblé la jeunesse Taïwanaise pendant 24 jours. Deux points permettent l'analogie : l'opposition face au voisin belligérant, la Chine ; la volonté d'exprimer la souveraineté démocratique du peuple. Aujourd'hui Hong-Kong est libre mais n'a plus la démocratie, la Chine n'a ni démocratie ni liberté, Taïwan a les deux. Elle compte bien les conserver.

L'élément déclencheur pour les étudiant.es de Taipei : un accord de libre-échange visant l'ouverture du marché tertiaire aux investisseurs chinois (notamment le transport, la culture et les médias). Déjà premier partenaire commercial de l'île, le projet proposé par le KMT (Kuomintang, parti originellement nationaliste, partisan de la politique d'une Chine) veut renforcer les liens avec le géant continental. Liens qui pourraient mener à une ingérence dans les affaires de l'île et une perte de libertés individuelles, pivot vers une intégration plus forte de Taïwan à la Chine. Renforcer la dépendance économique pour ensuite exercer des pressions politiques fait partie de la stratégie Chinoise pour reprendre pacifiquement le contrôle de l'île. Pourtant, la source du conflit n'est pas la loi mais la méthode utilisée pour la promulguer. Le pacte, déjà signé en 2013 à

Shanghaï dans un traité cadre, prévoyait l'analyse puis le vote au parlement de chaque clause de la loi afin de préserver la souveraineté du peuple et de ses représentants (exigé par le DPP, le parti progressif démocratique, nationaliste, en 2008 avant la signature du traité cadre en 2013).

Sous les pressions de Pékin et pour accélérer le processus, le KMT a souhaité faire passer le texte en bloc sans la division prévue dans la procédure initiale. Grace à sa majorité parlementaire, le KMT a poussé pour changer les modalités décidées démocratiquement pour arriver directement au vote final (la loi ne pouvant entrer en vigueur sans l'accord du parlement). Il n'en faudra pas plus pour déclencher une indignation générale suivie de la plus longue occupation d'un parlement de l'époque moderne : le Printemps de Taïwan ou le Mouvement des Tournesols.

18 Mars 2014 : les racines de la révolte

La situation politique dans le pays a atteint un point critique, les tensions se sont cristallisées depuis le passage en force du KMT la veille à l'assemblée. Un cortège de manifestant.es composé principalement d'étudiant.es et de jeunes actif.ves sont venu.es protester devant le parlement. Le parlement Taïwanais (Yuan) rassemble le législatif et l'exécutif. En milieu de soirée, 300

manifestants pénètrent dans le Yuan législatif en forçant les portes après les événements enrageants de la journée, immédiatement soutenu par le DPP (d'opposition à l'époque) qui a menacé le KMT de mobiliser ses manifestant.es en cas d'usage de la force pour déloger les étudiant.es. Ainsi, étudiant.es et activistes ont pu prendre possession des lieux dans un relatif pacifisme pour un séjour à durée indéterminée. Sac de couchage, boissons énergisantes, matériel de première nécessité, tout porte à croire que l'action était préméditée.

Très rapidement, les réseaux sociaux permettent de relayer l'information dans le pays : un groupe d'étudiant.es contestataires ont pris possession du parlement. Un live diffusé en continu sur internet permet de suivre l'organisation depuis l'intérieur.

Une véritable chaîne d'approvisionnement se met en place sur la base du don : des camions viennent livrer des caisses de provision (eau et nourriture) et des caisses de ... tournesols. Un tableau listant les besoins est accessible en ligne, des formulaires de don sont disponibles pour soutenir le mouvement. L'utilisation des nouveaux moyens de communication est au cœur de l'action, des tracts en lignes en mandarin et anglais sont diffusés pour concrétiser les revendications. Un véritable bras-de-fer s'inscrit dans la durée entre leaders du mouvement et dirigeant.es au pouvoir, chacun des camps ne semble pas vouloir faire de compromis. Quelques concessions sont accordées par le gouvernement après une semaine : renoncer à l'usage de la force et rétablir le dialogue avec les occupant.es pour essayer de sortir de la crise. Le président de l'époque, Ma Ying-Jeou (馬英九), a cependant affirmé qu'il maintiendra le projet de loi.



300 étudiants ont investi le Parlement au soir du 18 mars 2014

30 Mars 2014 : l'entretien de la révolte

Cette journée marque un tournant pour la politique taïwanaise. Au petit matin, l'ancien président Lee Teng-hui (李登輝), père des réformes démocratiques de Taïwan, déclarait : "ces jeunes ont démontré leur enthousiasme pour la nation, leur détermination inébranlable à défendre leurs croyances et leur foi en l'avenir. Ils ont montré au monde la vitalité de la démocratie". L'après-midi, une immense manifestation en soutien au mouvement rassemble 500 000 personnes. Tsai Ing-Wen (蔡英文) est en tête de cortège, alors future présidente pour deux mandats à la suite de Ma Ying-Jeou, l'instigateur des lois tant décriées. Ancienne et nouvelle génération de dirigeant.es et personnalité.es politiques des deux camps se lient contre ce projet dont personne ne veut (70% des citoyen.nes ne sont pas favorables à son application telle quelle). Deux porte-drapeaux du mouvement se sont affirmés depuis l'occupation, Chen Wei-Ting et Lin Fei-fan. Vers 16h30, ils clament leurs revendications dans un discours retransmis sur écran géant. Elles sont simples : l'examen des lois avant le vote comme le veut la procédure et la création d'une assemblée constituante de citoyen.nes. Deux mesures pour affirmer et consolider la démocratie

taïwanaise qui fait tant défaut à la Chine.

Le mouvement connaît un appui sans précédent. De nombreuses célébrités locales ont témoigné leur intérêt, une tribune a rassemblé 52 signatures de président.es d'universités en guise de soutien. Cependant, d'autres sont restés muets, surtout les personnalités travaillant en Chine continentale à cause de potentielles retombées négatives sur leur carrière. Même les chefs d'entreprises ont laissé entendre aux autorités leur volonté d'écouter les étudiant.es et d'étudier la loi article par article. Toute la société taïwanaise s'est sentie concernée par ce mouvement qui a su trouver ses adeptes et à terme, faire plier le gouvernement.

10 Avril 2014 : les fans et les bourgeons de la révolte

Après 24 jours d'occupation le mouvement prend fin. Le président du parlement est venu lui-même dans l'hémicycle occupé pour céder et rétablir la procédure initiale. Lin Fei-fan, l'un des deux leaders du mouvement, a déclaré dans que leur combat pour la démocratie s'inscrivait dans la continuité d'une histoire centenaire de « résistance » et de « quête de liberté de Taïwan ». Les manifestations se sont suivies par un renforcement de l'identité locale face à une appartenance chinoise, surtout auprès des jeunes générations.

Les 300 militant.es sont parti.es non sans avoir nettoyé le bâtiment de fond en comble. Quelques poursuites ont été tentées contre les instigateurs du mouvement pour incitation au crime et obstruction aux affaires publiques. Dans un premier temps réussies, elles seront cassées par la cour suprême en appel pour droit légitime à la

résistance. L'évolution des relations économiques sino-taiwanaises sera donc supervisée par le parlement et les deux partis majoritaires (KMT et DPP) au sein du jeu démocratique habituel. La loi ne pouvant être simplement supprimée car intégrée à un traité-cadre déjà signé (on ne se retire pas d'un accord avec la Chine) ; elle sera tout de même grandement amendée au profit du DPP. Ce parti remportera d'ailleurs les présidentielles en 2016 et 2020 et 2024 largement aidé par le mouvement des Tournesols.



Des milliers de manifestants dans la rue le 30 avril 2014, vêtus de noir et brandissant les tournesols symboles du mouvement

Pourquoi les tournesols ? Un fleuriste de Taipei a décidé d'en distribuer aux étudiants dès le début du mouvement pour une raison inconnue. Puis les tournesols sont devenus le symbole de la révolte. Fleur du soleil, elle incarne la lumière face à l'obscurité des négociations du KMT avec la Chine. La couleur jaune sera reprise par les manifestations à Hong Kong 6 mois plus tard contre la résilience de la démocratie dans les régions convoitées par la Chine. ■

Arthur HALLEY, depuis Taipei

Mexique

1968 : La répression sanglante des mouvements étudiants

L'année 1968 est connue à travers le monde pour avoir été une année de mouvements sociaux, une grande partie d'entre eux étant à l'initiative de la jeunesse, se rebellant contre une société qu'ils estiment à bout de souffle. Ces mouvements donnent souvent lieu à de multiples affrontements avec les forces de l'ordre. Le Mexique ne fait pas exception à ce sombre tableau, bien au contraire, à l'aube de sa première organisation des Jeux Olympiques, ce pays a été le théâtre du plus grand massacre d'étudiant.e.s de cette époque. Dans cet article nous reviendrons sur la nuit de Tlatelolco où des centaines d'étudiant.e.s furent tués. Pour comprendre comment ce massacre, qui a profondément marqué la mémoire collective mexicaine, a pu se produire.

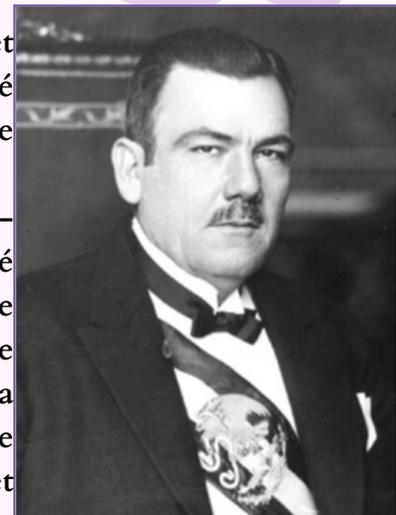
Le développement de la société mexicaine à partir des années 40 et son blocage institutionnel comme base d'une révolution de grande ampleur

Pour commencer, il faut savoir qu'au moment du Mai 68 mexicain, le pays a été dirigé par un seul parti depuis la révolution mexicaine de 1910. S'appelant PNR pour parti national révolutionnaire à la sortie de la révolution, il change de nom (mais pas de

cadre) à partir de 1946, pour parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Durant toute cette période, tous les pouvoirs sont centralisés autour du président de la République qui contrôle également le parti officiel. De plus l'État corporatiste, pour assoir sa légitimité, crée des organisations syndicales et des partis satellites auxquels se joignent les secteurs populaires, ouvriers et paysans pour former la base militante ainsi qu'électorale.

Entre 1940 et 1960, la stabilité politique et le rapprochement avec les États-Unis ont favorisé la croissance économique basée sur la nationalisation de secteurs clés et l'industrialisation.



Plutarco Elías Calles, fondateur du Parti National Révolutionnaire

Grâce à l'urbanisation et aux politiques sociales, une classe moyenne a émergé.

Les débuts de protestations dans l'ensemble de la société mexicaine à la suite de la dévaluation de 1954

En raison d'une dévaluation en 1954 orchestrée par le gouvernement, le pays tombe dans l'une de ses pires crises économiques. Le gouvernement instaure un modèle économique de "développement stabilisé", visant à contrôler l'inflation. Cette intervention de l'État dans l'économie va affecter le niveau de vie des classes populaires, suscitant le mécontentement et les critiques à l'égard du monopole du parti officiel, le corporatisme des syndicats et la

corruption administrative. Ces critiques se sont intensifiées avec la victoire de Fidel Castro lors de la Révolution cubaine (1953-1959), qui a conduit les Mexicain.e.s à remettre sur la table leurs idéaux révolutionnaires, les voyant bafoués par leurs dirigeants (le PRI étant de base affilié à l'Internationale socialiste).

A partir de cette crise et jusqu'au massacre de Tlatelolco le 2 octobre 1968, des protestations vont éclater dans l'ensemble du pays, tant dans les zones urbaines que rurales : les cheminot.e.s appellent à la grève en 1958-1959 tandis que de multiples invasions de terre sont organisées par l'Union générale des ouvriers et paysans du Mexique (UGOCM) à partir de 1958, à cela s'ajoute la fronde des enseignant.e.s (1956-1960), la contestation des médecins (1964-1965) et pour finir la multiplication des conflits étudiants dans le pays. L'État réagira à l'ensemble de ces contestations en les réprimant violemment, souvent dans le sang.

Au niveau électoral, les oppositions de gauche ne réussissent pas à contrecarrer le monopole du parti officiel, et notamment à empêcher l'élection de Gustavo Díaz Ordaz aux élections présidentielles de 1964.

Díaz Ordaz est à ce moment là le leader de la branche conservatrice et autoritaire du PRI. Il est obsédé par la crainte d'un coup d'État communiste et en lien très étroit avec la CIA. Il refuse de négocier avec les leaders populaires et envoie à chaque fois l'armée pour contenir les protestations.



Gustavo Díaz Ordaz, leader du PRI en 1964

L'élection d'Ordaz illustre le blocage du système politique notamment par la férocité de la réponse donnée à la demande d'un "dialogue public" que réclamaient les étudiant.e.s.

Les bases d'un mouvement étudiantin de grande ampleur

Apparaît dans cette décennie de nouveaux centres de lutte, notamment les universités. L'aspect sociologique relie la naissance de ce mouvement aux transformations sociales dues à la modernisation accélérée des années 60, marquées notamment par la massification scolaire due à la montée des classes moyennes urbaines, dont sont issus en immense majorité les étudiant.e.s. Son aspect politique présente le mouvement comme une épreuve de force opposant étudiant.e.s et intellectuel.le.s de gauche, leurs allié.e.s, élevé.e.s ensemble au rang de « société civile » et/ou d'avant-garde du « peuple », face à « l'État ».

L'explosion et la fin du mouvement étudiantin en 1968 sont loin d'être un hasard. Un phénomène social et national comme vu plus tôt mais aussi un phénomène international qui sera responsable de l'intensification du mouvement mais aussi de sa fin.

L'intensification est liée à l'accès de plus en plus grand à l'information mondiale à partir des années 60, grâce à l'essor des médias audiovisuels dans le monde qui ont influencé les sociétés civiles. Ainsi la Révolution cubaine et ses répercussions internationales, la guerre du Vietnam et les manifestations sur les campus américains, la mort du Che et de Martin Luther King, les événements de Prague et de Paris ont eu des influences majeures dans le monde entier. D'une autre part, l'organisation par le Mexique des

Jeux Olympiques pour la première fois de son histoire, où son objectif est de donner une image d'un Mexique prospère et moderne, a joué sur la volonté d'en finir rapidement avec la contestation sociale.

Le déroulement du mouvement estudiantin de 1968



Des étudiants en pleine manifestation en 1968

Le mouvement estudiantin a commencé le 26 juillet 1968. La grève s'est rapidement étendue dans les lycées et les grands établissements d'enseignement supérieur de la ville de Mexico et de ses environs, comme l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), qui comptait plus de 100 000 étudiant.e.s.

Formé dès les premiers jours d'août, le Conseil national de grève (CNH - consejo nacional de huelga) était composé de représentant.e.s des comités de lutte des 250 000 grévistes : 210 dirigeants étudiant.e.s (dont deux étudiantes), qui tentaient d'assumer collégalement l'interface entre le mouvement et le gouvernement.

Pour mettre fin à la grève, les étudiants ont exigé que les six points de leur pétition soient négociés publiquement, parmi lesquels des sanctions contre la police et l'armée, la libération des prisonnier.e.s politiques et l'abolition de l'article 145 du code pénal qui punissait le délit de « dissolution sociale » (l'interdiction des réunions publiques et des activités politiques considérées comme

subversives par le gouvernement en place).

Si ce mouvement a une base nationale, il faut comprendre qu'il se caractérise principalement par ses initiatives très décentralisées.

En effet, dans chaque école, un « comité de lutte » agissait de manière autonome. La presse écrite et les médias leur étant hostiles, les étudiant.e.s inventent des formes de performance pour occuper l'espace public et gagner la sympathie de l'opinion publique. Les « brigades politiques » écrivaient des tracts qu'elles distribuaient dans les rues et sur les marchés, faisaient des caricatures du président et des grenadiers sur des banderoles, elles appelaient à des réunions éclairées, elles finançaient les cuisines des grévistes du campus. Ce financement passait notamment en demandant un appui financier à la population dans les bus tout en y expliquant le sens de la grève, et en faisant des graffitis dans les rues ou en écrivant des slogans anti-impérialistes sur les billets de banque.

Pour autant, à la différence du Mai 68 français, les étudiant.e.s n'arrivent pas à susciter la solidarité syndicale ni partisane, il n'y a pas de grèves ouvrières, ni de soutien international regardant ailleurs. Cette absence de solidarité peut s'expliquer par le dénigrement sans relâche du mouvement dans les médias mais aussi par l'inflexibilité du gouvernement depuis des décennies, qui décourage les masses populaires. L'isolement politique complet du mouvement étudiant contraste notamment avec la centralité qu'il a acquise dans la mémoire nationale, où 68 est une date clé et un symbole de l'histoire contemporaine du Mexique.

Ces différents soutiens n'arriveront qu'au moment du triste massacre de Tlatelolco qui mettra paradoxalement aussi un terme au mouvement en tant que mouvement social.

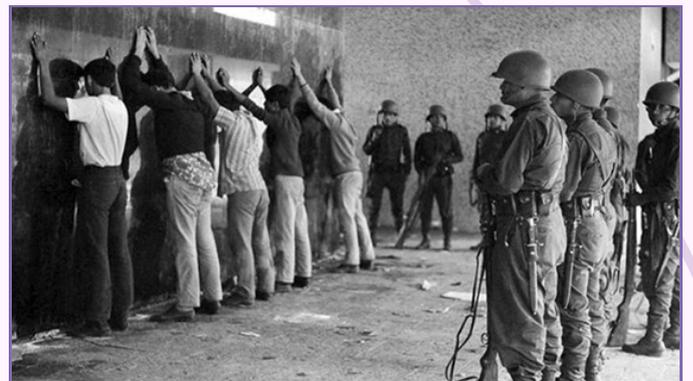
Le massacre de Tlatelolco

À quelques jours de l'ouverture des Jeux Olympiques, la capitale est toujours marquée par d'importantes manifestations étudiantes. Les Jeux ne sont pas la cause de ces dernières mais ils restent très critiqués, notamment dû à leur coût dans un pays avec un taux encore très élevé de pauvreté et marqué par d'immenses inégalités socio-économiques. Ordaz souhaitant assurer la sécurité des Jeux, où l'image d'un pays moderne dans le camp occidental se joue pour lui, cela passe par mettre définitivement fin au mouvement. Ce qu'il réussira, à la suite du massacre de Tlatelolco dans la nuit du 2 octobre. Si le déroulement de cette nuit reste très trouble, notamment dû au contrôle du gouvernement sur l'information et l'impossibilité des journalistes à aller sur la place à la suite des événements, les estimations font état d'entre 200 et 300 victimes et des centaines d'arrestations.

Le gouvernement quant à lui fait mention de 4 morts et de 20 blessé.e.s.

Sur le déroulement, des témoignages divers de journalistes et de manifestant.e.s présents sur place rapportent que la fusillade aurait été provoquée par des membres des forces de police, dissimulés au sein des étudiant.e.s. Ces dernier.e.s étaient rassemblé.e.s pour faire un meeting sur la Place des Trois cultures à Tlatelolco (un des quartiers de la capitale). Ce meeting à l'initiative du CNH avait pour but de faire le point sur les 123 jours du mouvement. Mais les policiers auraient ouvert le feu sur l'armée qui encadrait le meeting afin de faire dégénérer cette manifestation et de donner au gouvernement l'occasion d'en finir avec les manifestations étudiantes. En effet, les

affrontements "partants" des étudiant.e.s donnent un prétexte légitime au gouvernement pour autoriser l'armée à tirer sur la foule et ainsi démembrer le mouvement, par la peur mais aussi par la mort ou l'arrestation de nombreux.euses sympathisant.e.s. Un an plus tard, le président mexicain Gustavo Díaz Ordaz assumait personnellement dans son cinquième rapport de gouvernement (Quinto informe de gobierno) la responsabilité éthique, morale, juridique et historique des faits.



Des manifestants adossés contre un mur sous la surveillance de militaires

Si le mouvement s'est bien essoufflé à partir de ce moment, son retentissement dans la société mexicaine et même à l'international n'a jamais été aussi grand, allant finalement à l'encontre de l'image que voulait donner le président et affaiblissant une fois encore l'image de son parti dans la société.

Pour commencer, cette période marqua au Mexique le début de la remise en cause du PRI (membre de l'Internationale socialiste). La croissance économique dont il fit bénéficier le pays à partir de 1945 ne s'est pas accompagnée en parallèle de mesures d'ouverture politique, installant un malaise croissant chez certains intellectuel.le.s mexicain.e.s. Cette remise en cause culmina en 2000 avec la première alternance politique depuis 71 ans, acquise par le président Vicente Fox du PAN, le Parti action nationale (démocrate-chrétien).

Sur le volet international, la violente répression des manifestations étudiantes par le gouvernement mexicain a suscité

l'indignation à l'échelle mondiale, avec de nombreuses condamnations des atteintes aux droits de l'homme et d'usage excessif de la force. Les Nations Unies ont réagi en condamnant les atteintes aux libertés civiles et appelant à une enquête approfondie sur les événements. Ces déclarations ont contribué à maintenir la pression internationale sur le gouvernement mexicain et ont affecté les relations diplomatiques du Mexique.

De plus, le massacre a renforcé les liens de solidarité entre les mouvements étudiants et activistes à travers le monde, mettant en lumière la nécessité de défendre les droits humains et les libertés fondamentales à l'échelle internationale.



Une du 3 octobre 1968 du quotidien mexicain Alerta

Conclusion

Le massacre de Tlatelolco en 1968 demeure une cicatrice profonde dans l'histoire du Mexique. Les informations sur cet événement restent toujours soumises à un contrôle strict, reflétant la persistance des tentatives de dissimulation et de distorsion de la vérité, même si, depuis 2000, des tentatives sont faites par les présidents d'autres parties pour éclairer ces faits.

Les contestations civiques demeurent limitées dans un pays où la présence d'une police corrompue et la répression des voix dissidentes ont façonné un climat de peur et de silence. Le Mexique reste un des pays en paix avec le plus d'atteintes à la liberté de la presse avec plus de 150 assassinats de journalistes depuis 2000.

Ces événements nous questionnent aussi sur le rôle joué par l'organisation des Jeux Olympiques dans la politique intérieure des pays hôtes, notamment sur les atteintes aux libertés civiles qu'ils peuvent engendrer; comme en témoigne dernièrement le projet de reconnaissance faciale du gouvernement français lors des JO 2024, qui est finalement abandonné à la suite d'un vote défavorable à l'assemblée nationale le 31 janvier 2023. ■

Matias CORNELOUP et Hugo LE MERDY, depuis Guadalajara

Chili

Le “Jaguar” de l’Amérique latine

Depuis 2021, le Chili est considéré comme le pays le plus développé d'Amérique du Sud. Avec une transition démocratique commencée au lendemain de la chute du régime dictatorial d'Augusto Pinochet, la 4e économie d'Amérique Latine est également perçue comme le régime politique le moins corrompu.

Alors qu'il passait pour le pays le plus stable, le Chili se voit parqué du surnom de “Jaguar de l'Amérique Latine” en référence aux émeutes secouant le pays début octobre 2019.

En effet, l'élément déclencheur du mouvement social chilien est celui de l'augmentation du ticket de métro lors des heures de pointe, un montant déjà augmenté en janvier 2019. Même si le revenu moyen reste l'un des plus élevés du continent (environ 600€), les inégalités sociales persistent et se creusent : l'indice de Gini est à 0,46. Face à l'inaction du Président Sebastián Piñera, le peuple chilien sort dans la rue et près d'1 million de personnes se mobilisent à Santiago durant la journée du 25 Octobre. Les revendications vont bien plus loin qu'un simple ticket de métro : fin de la privatisation de la santé, de l'éducation et des retraites, réforme du droit du travail issu de la dictature, action sur l'insécurité, sur la corruption ou sur la hausse du chômage.



Manifestations sur la Plaza Baquedano à Santiago de Chile, 2019

L'insatisfaction est grande et ne date pas d'hier. Du mouvement lycéen de 2015 pour une meilleure qualité d'enseignement aux manifestations féministes de 2018 et les protestations indigènes, le Chili est marqué par toutes luttes sociales singulières dont les tentatives de résolutions par l'Etat sont teintées par une forte répression policière. Pour l'illustrer, le mouvement de 2019 fait au final 11 morts et 2500 blessés.

Alors, cet épisode protestataire a-t-il mené vers des réformes sociales majeures ? La hausse du ticket de métro est annulée ainsi que celle du tarif d'électricité, on entrevoit une hausse du minimum retraite et certains ministres de l' “oligarchie chilienne” sont renvoyés. Mis à part cela, le Chili n'avance pas et ses institutions perdent de la crédibilité aux yeux des citoyens.

La constitution elle-même reste un symbole du passé. Après divers projets de constitutions rejetés successivement, le dernier référendum du 17 Décembre 2023 sous le mandat du Président Gabriel Boric représente l'incapacité du gouvernement chilien a posé un consensus sur le texte fondateur de droits sociaux et politiques du pays. ■

Lily PINEDO, depuis Talca

Mediathèque de la rédaction

Découvrez ici une sélection de films et livres que la rédaction vous propose. Toutes ces oeuvres suivent la thématique des luttes sociales et sont originaires de différentes destinations.

12 years a slave

McQueen, Steve, 2014, Royaume-Uni, États-Unis

Citoyen libre et paisible, Salomon est drogué puis enlevé par des hommes blancs qui le destinent à une vie d'esclavage, vie contre laquelle il va devoir lutter.

La ferme des animaux

Orwell, Georges, 1945, Royaume-Uni

Les animaux de la ferme du Manoir, excédés par la tyrannie humaine, renversent la tendance et prennent le pouvoir en instaurant une démocratie, mais celle-ci s'avère bien moins égalitaire que prévu...

Parasite

Joon-Ho, Bong, 2019, Corée du Sud

Les quatre membres de la famille Ki-taek sont proches, mais sont au chômage et ont un avenir sombre. Le fils, Ki-woo, est recommandé par son ami pour un emploi de tuteur, faisant naître l'espoir d'un revenu régulier.

Le jeune Karl Marx

Peck, Raoul, 2017, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique

Biographie romancée du philosophe, ce film retrace son parcours travers l'Europe, de l'Allemagne à l'Angleterre.

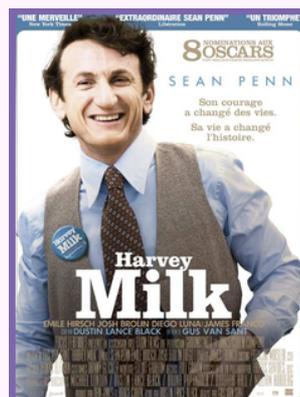
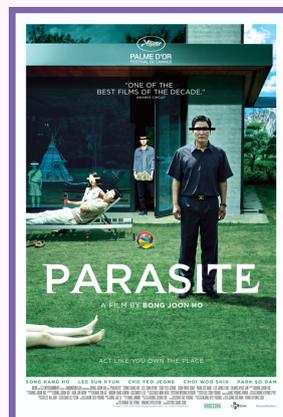
Harvey Milk

Van Sant, Gus, 2009, Canada

La biographie de Harvey Milk, premier homme politique ouvertement homosexuel, élu conseiller municipal de la mairie de San Francisco, puis assassiné en 1978 par son rival.



George Orwell
La ferme des animaux



Le petit mot de...

Pierre : *“Une réelle participation au journal”*

En premier lieu, j'espère sincèrement que vous avez apprécié la lecture de cette deuxième édition de l'Arespublica. Le thème des luttes sociales est à mon sens particulièrement intéressant, d'autant plus lorsqu'on en vient à s'intéresser aux cultures et histoires étrangères au regard de cet aspect. Étant donné la diversité de nos destinations, je crois que nous tenons là un numéro d'une richesse remarquable.

J'aurais aimé avoir eu l'occasion de produire un article depuis le Royaume-Uni, mais, coïncidence ou pas, je préparais durant la période de rédaction des articles un exposé et un essai consacré aux gilets jaunes en France. Or, impossible de se permettre de ne rentrer qu'à moitié dans le thème.

Ce qui fait qu'au moment où ce numéro paraît, je n'aurais en définitive fourni que quelques photos d'Exeter pour le journal, ainsi qu'assuré sa mise en page. Ce qui est bien trop peu d'investissement à mon goût.

Pierre SADOCC, étudiant en
3ème année de Science
Politique, à Exeter, au
Royaume-Uni

En cette année 2024, je tâcherai donc d'acter une réelle participation au journal en vous proposant des articles au cours des prochains numéros à paraître, accompagnée d'une présence active dans les stories instagram. Cette promesse étant désormais publique, soyez assuré.e.s qu'elle sera tenue.

Je finirai par rendre hommage à nos rédacteurs en chefs, nos journalistes, nos photographes, qui font toutes et tous preuve d'un investissement impressionnant, permettant ainsi à cette expérience si particulière qu'est l'Eraspublica de se réaliser. Je vous remercie également de nous avoir lu, et vous souhaite une année 2024 des plus excellentes. ■

Pierre SADOCC, depuis Exeter



L'équipe

Rédacteurs en chef ; co-responsables : Malo LAZE et Arthur HALLEY

Pôle photo : Matias CORNELOUP

Design site/web : Aziliz AUBIN KERZERHO

Communication : Guillaume PEPIN ; Elise GOURVENNEC ; Juliette LE GUIGUO ; Salomé LE BRETON

Relecture : Juliette LE GUIGO ; Lucie TORTELLIER

Mise en page : Pierre SADOCC ; Lucie TORTELLIER ; Malo LAZÉ ; Arthur HALLEY

Pôle infos-relais : Astrid SICOT

Co-fondateurs : Arthur HALLEY ; Malo LAZÉ ; Guillaume PEPIN ; Matias CORNELOUP

Remerciements à

Bureau des Affaires internationales de la faculté de droit et de sciences politiques de Rennes 1 pour leur engouement quant à notre création et la communication naissante avec notre Bureau

l'Arespublica, le journal des étudiants en sciences politiques de Rennes 1, d'où notre nom s'inspire et qui nous héberge sur son site. De futurs renforcements des liens sont en réflexion !

l'Aresp, l'association rennaise des étudiants en sciences politiques pour son soutien et ses opérations de promotion de l'Eraspublica auprès des élèves

Christine Guillonnet, responsable pédagogique des L2 sciences politiques 2022/23 pour son soutien et sa contribution à notre motivation et notre détermination



eraspublica@gmail.com



@eraspublica

**NOUVELLE RUBRIQUE
INSTA :**

“L'ACTU DU SAMEDI”
en partenariat avec “l'Arespublica”